



**VILLE DE
SOMMIÈRES**

PLAN LOCAL D'URBANISME



1b RAPPORT DE PRÉSENTATION – RESUMÉ NON TECHNIQUE

GAU

ARCHITECTES URBANISTES PAYSAGISTES



O2TERRE

MAITRE D'OUVRAGE



**VILLE DE
SOMMIÈRES**

■ 27quai Gaussorgues
30250 Sommières
04 66 80 88 00
mairie@sommières.fr

MAITRISE D'ŒUVRE



■ 5, Place du 8 mai 1945
34070 Montpellier
T : 04 67 27 13 13
contact@gau.archi



■ 45, Av. Saint-Mitre des Champs
13090 Aix-en-Provence
T : 06 09 79 34 19

SOMMAIRE

1.	RESUME NON TECHNIQUE	4
1.1	RÉSUMÉ NON TECHNIQUE :	5
1.1.1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PLU	5
1.1.2	LE DIAGNOSTIC URBAIN ET SOCIO DÉMOGRAPHIQUE.....	5
1.1.3	ÉTAT INITIAL DU SITE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	7
1.1.4	ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS ET PROGRAMMES.....	12
1.1.5	TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	13
1.1.6	SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE, INCIDENCES PRÉVISIBLES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES COMPENSATOIRES	13
1.2	TABLEAU RÉCAPITULATIF DES IMPACTS ET DES MESURES ADOPTÉES	15
1.3	MÉTHODE ET INDICATEURS UTILISÉS	15

1. RESUME NON TECHNIQUE.

Le résumé non technique a pour objectif de proposer un **rappel synthétique** des éléments de l'évaluation environnementale, facile à lire et ciblant en priorité les conclusions essentielles de l'étude.

Il n'a pas vocation à détailler l'ensemble des démonstrations, que le lecteur pourra retrouver aux chapitres correspondant du Rapport de présentation du PLU :

1. Présentation générale du plan ;
2. Description de l'état initial de l'environnement ;
3. Solutions de substitution ;
4. Exposé des motifs pour lesquels le plan a été retenu ;
5. Exposé des effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et la santé humaine, et sur les zones Natura 2000 ;
6. Présentation des mesures d'évitement, de réduction et, à défaut, de compensation ;
7. Présentation des critères, indicateurs et modalités de suivi ;
8. Présentation des méthodes utilisées ;

1.1 RÉSUMÉ NON TECHNIQUE :

1.1.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PLU

Le Plan Local d'Urbanisme de Sommières est un document réglementaire visant à encadrer l'aménagement du territoire de la commune pour atteindre les objectifs exprimés par la délibération du conseil municipal du 18 septembre 2015, et précisés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable. Les grandes orientations de ce plan sont les suivantes :

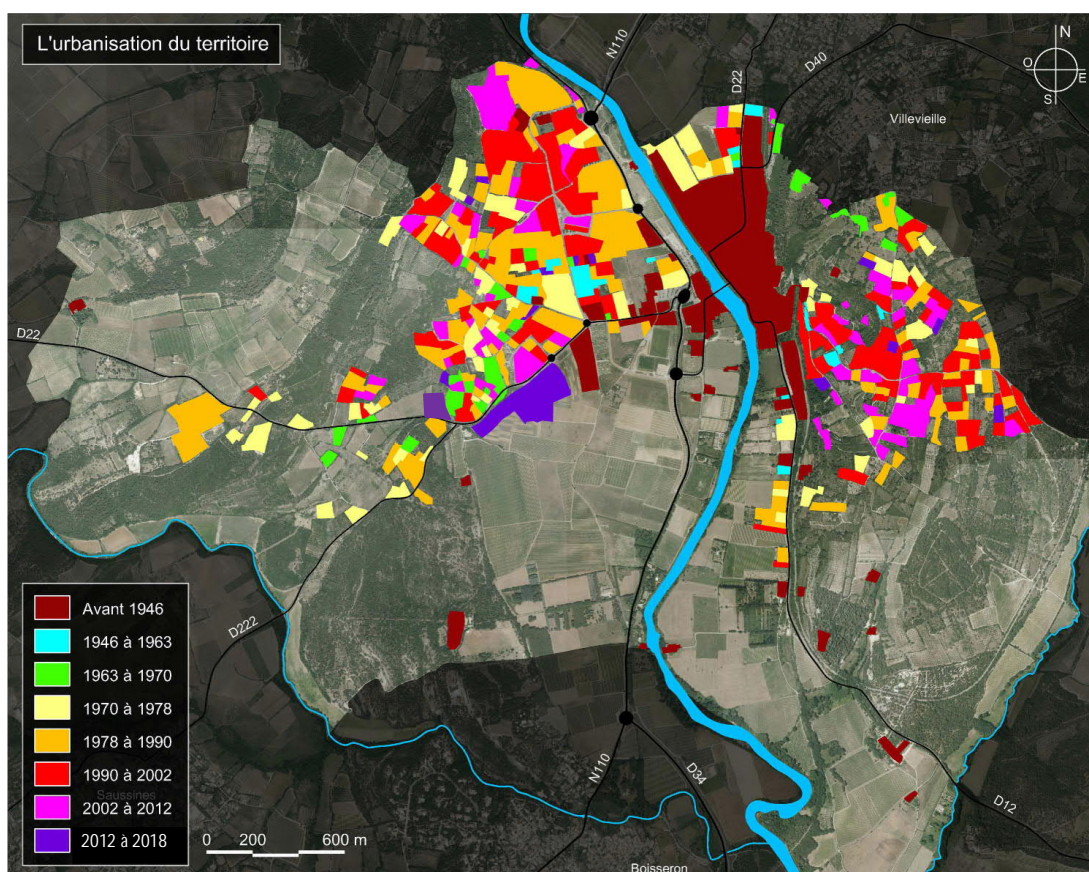
1. Accueillir de nouveaux habitants et promouvoir la mixité sociale et urbaine
2. Conforter la ville en tant que ville centrale de son bassin de vie en accueillant notamment un lycée.
3. Poursuivre le maillage du territoire et développer les mobilités durables
4. Promouvoir un urbanisme respectueux de l'environnement et un cadre de vie privilégié à la lisière d'espaces agricoles et naturels
5. Valoriser la trame verte, le paysage et les espaces naturels

Le PLU est constitué d'un rapport de présentation, d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), d'un règlement écrit, d'un plan de zonage et d'annexes. Il doit être compatible avec les documents qui lui sont hiérarchiquement supérieur et notamment le Schéma de Cohérence Territoriale Sud Gard, le PPRI Moyen Vidourle.

1.1.2 LE DIAGNOSTIC URBAIN ET SOCIO DÉMOGRAPHIQUE

Avec la mise en place de son PLU en 2008 la commune a réussi à contrôler la consommation de l'espace.

Depuis la loi ALUR promulguée en 2014, de nouvelles problématiques, notamment des divisions parcellaires, apparaissent du fait de la suppression du Coefficient d'occupation des Sols et de la taille minimale des terrains pour construire.



Carte de l'évolution de l'urbanisation sur la commune jusqu'en 2018.

Périodes	Surfaces urbanisées	Rythme d'urbanisation (ha/an)
Avant 1946	41	
De 1946 à 1963	4	0.2
De 1963 à 1970	7	1
De 1970 à 1978	25	3.1
De 1978 à 1990	50	4.2
De 1990 à 2002	49	4
De 2002 à 2012	26	2.6
De 2012 à 2018	13	2,15
total	215	2.4ha/an depuis 1946

Surface calculée sur la base du parcellaire identifié et croisé avec la tâche urbaine issue de https://carto.pictoccitanie.fr/1/visualiseur_de_donnees_publices.map.

La consommation d'espace sur la commune s'est notamment concentrée sur les années 80 et 90, période de décentralisation d'où l'explosion de projets au gré des opportunités foncières. Depuis la mise en place du PLU en 2008 l'urbanisation a été beaucoup plus maîtrisée. Ceci s'explique également du fait de la rareté du foncier : la commune étant fortement contrainte par le risque inondation et de ruissellement, les possibilités de développer l'urbanisation sont limitées à l'ouest du territoire le long de la RD 22. La création de la ZAC des Hauts de Saint-Laze en mai 2011 marque un nouveau tournant dans la construction urbaine avec le développement d'un urbanisme de projet maîtrisé par la puissance publique.

Cette logique de projet va se poursuivre avec la création du nouveau quartier de Massanas.

L'analyse de la tache urbaine existante fait apparaître environ une vingtaine d'hectares de potentiel foncier. Compte tenu des nécessités de développement et de l'incertitude liée à la mise en œuvre des projets urbains d'initiative publique (qui concerne notamment le futur quartier Massanas), il a été décidé de réduire d'environ 8 ha ces potentiels fonciers afin d'avoir environ 12 ha urbanisable en « dents creuses » dédié à l'habitat d'ici 2030. Ce développement sera notamment situé en rive gauche du Vidourle sur le secteur des Mauvalats, privé d'assainissement collectif. Une partie du gisement foncier identifié sera reclassé en zone N.

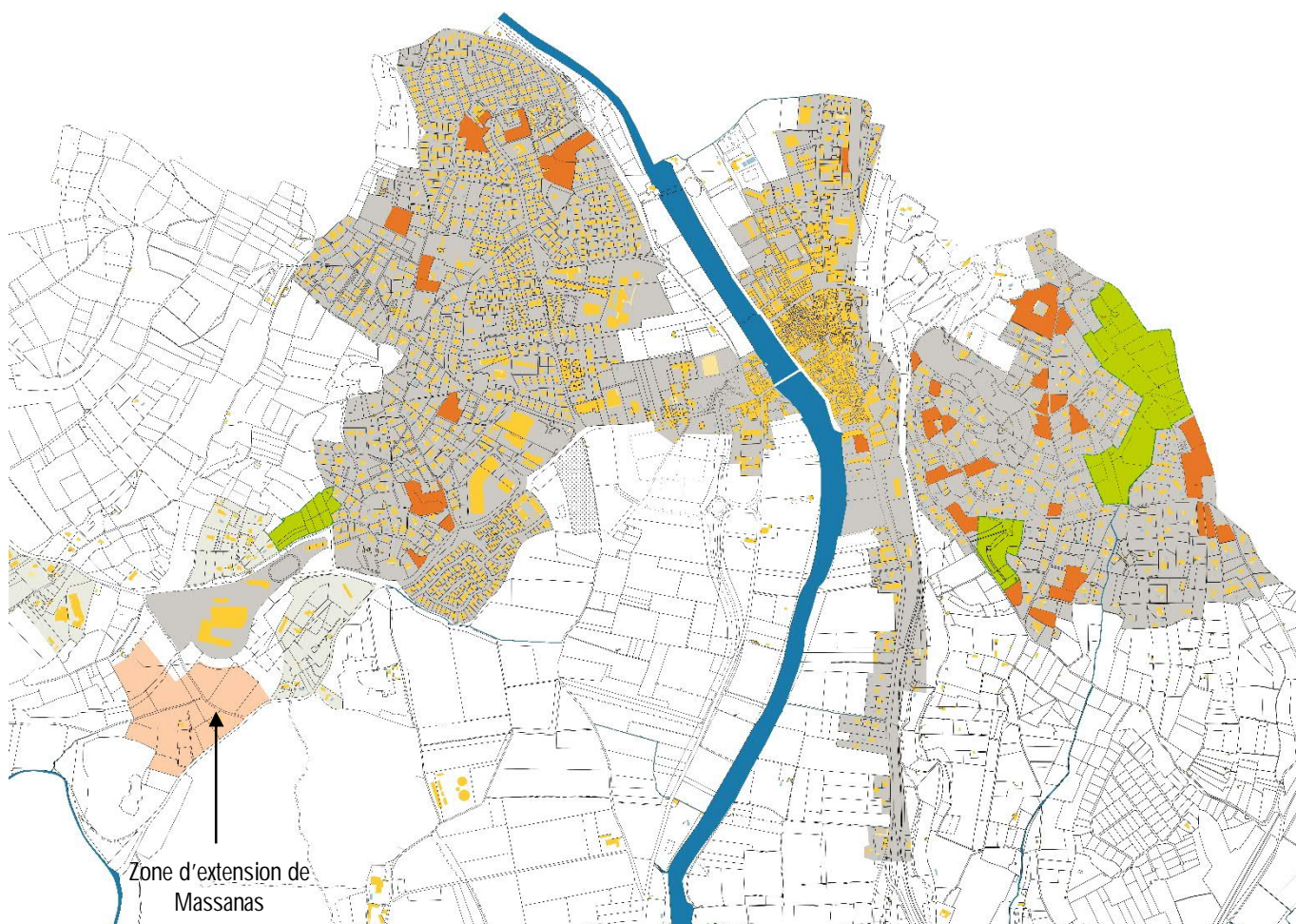
Le principal secteur de développement urbain sera situé sur le secteur de Massanas qui accueillera non seulement un secteur à vocation d'habitat mais également un lycée récemment construit. Le secteur d'habitat sera situé sur une emprise d'environ 9 Ha et devra accueillir, compte tenu de l'ensemble des contraintes identifiées (environnementale/objectifs de production de logements SCOT), environ 300 logements.

Le développement de l'agro-tourisme concernera notamment la réhabilitation des mazets identifiés, afin de combiner agriculture et hébergement touristique dans le cadre de la promotion des produits du terroir.

L'hébergement touristique saisonnier vecteur d'emplois et de ressources économiques pour la ville se poursuivra sur le secteur Massereau. Enfin la zone d'activité de Corata devra tenter de poursuivre son développement sous condition que des porteurs de projets présentent un projet d'ensemble viable (photovoltaïque ou activités classiques).

La carte ci-après indique les gisements fonciers potentiellement urbanisables dans la tache urbaine existante, ainsi que la zone d'extension de Massanas.

Le foncier urbanisable dans la tache urbaine actuelle représente environ 12 ha et la zone d'extension de Massanas 9 Ha.



Le développement urbain de la commune est donc très contenu par rapport au PLU précédent en restituant environ 25 Ha en zone naturelle ou agricole.

Par ailleurs la commune doit faire face à une démographie en constante progression depuis des années. Sur la période 2010-2015 la commune a présenté un taux de variation annuel moyen de 1,2%. Ce taux est tombé à 1,04 par an entre 2015 et 2018.

D'autres part la commune présente de fortes inégalités avec notamment un taux de pauvreté particulièrement élevé de l'ordre de 26,7%.

Enfin notons qu'en 2017 la commune comptait 358 logements sociaux et que fin 2016 la liste d'attente pour l'attribution d'un logement social comportait 238 demandes.

Compte tenu du rythme de la croissance démographique et des possibilités d'extensions urbaines, de comblement des dents creuses et de résorption des logements vacants de l'ordre de 20% d'ici 2030, la commune serait en capacité de produire environ **500 logements** d'ici 2030, décomposé comme suit :

- secteur Massanas : environ 300 logements sur environ 9 Ha
- potentiel foncier : 100 à 150 en fonction des divisions parcellaires.
- logements vacants : 50 logements à l'horizon 2030

Au final seul le secteur Massanas est susceptible d'accueillir une forme de densité d'environ 35 logements à l'hectare. Le volume de logements devra toutefois être conforté en phase projet afin de confirmer d'un point de vue environnementale et économique la faisabilité du projet.

Cette capacité de production est suffisante pour atteindre, d'ici 2030, les objectifs de maîtrise de la croissance démographique avec, à terme, une population de l'ordre de 5700 habitants. La production de logements sera étroitement liée à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement sur le secteur Massanas qui concentrera la majeure partie de la production de logements pour la prochaine décennie et pourra présenter des « pics de production » en phase de réalisation en fonction des typologies de logements retenus.

1.1.3 ÉTAT INITIAL DU SITE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Les éléments marquants du territoire de Sommières en matière d'environnement, qui ont motivé les mesures prises dans le PLU révisé sont les suivantes :

➤ Cadre physique :

- Un relief contrasté : Sommières se situe entre le massif des Cévennes au Nord-Ouest et la Méditerranée au Sud, au cœur des garrigues du Nord Montpellierain. Ainsi, la commune s'inscrit dans un secteur de bas-reliefs à la topographie vallonnée. Les courbes altimétriques s'échelonnent sur le territoire communal de 15 m à 100 m.
- Des nappes souterraines exploitées pour l'eau potable, mais dont la qualité est menacée par les pollutions d'origine agricole.
- Un climat typiquement méditerranéen, qui influence le rythme de vie notamment en été où les pics de chaleur sont de plus en plus fréquents.

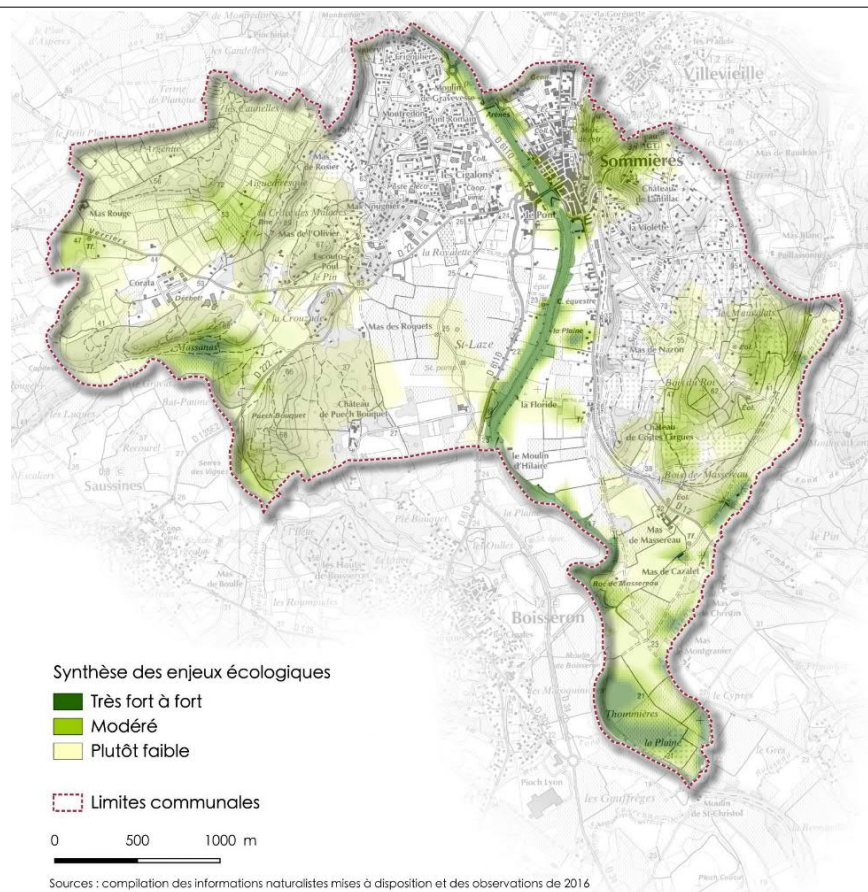
➤ Habitats naturels et continuités écologiques :

- Des éléments de la TVB régionale repérés par le SRCE, dans la partie ouest de la commune : des corridors écologiques ; une zone de mosaïques agricoles, présence du Vidourle, les enjeux sont élevés notamment dans les secteurs non anthropisés

Le tableau ci-dessous présente de façon synthétique l'état des connaissances, à travers la diversité des espèces recensées sur la commune. Pour chaque groupe taxonomique sont déclinées le nombre d'espèces à enjeu local de conservation très fort à fort ou modéré. Ces espèces feront l'objet d'une réflexion particulière dans le cadre du projet d'aménagement communal pour leur conservation. Elles ont servi d'éléments de réflexion pour l'élaboration du PADD en amont de l'évaluation environnementale du projet d'aménagement sur la biodiversité communale.

Groupe biologique	Nombre d'espèces à enjeu local de conservation très fort ou fort	Nombre d'espèces à enjeu local de conservation modéré
Botanique	4	4
Mammifères	2	3
Oiseaux	3	7
Reptiles	1	2
Amphibiens	0	0
Insectes	2	5
Synthèse	12	21

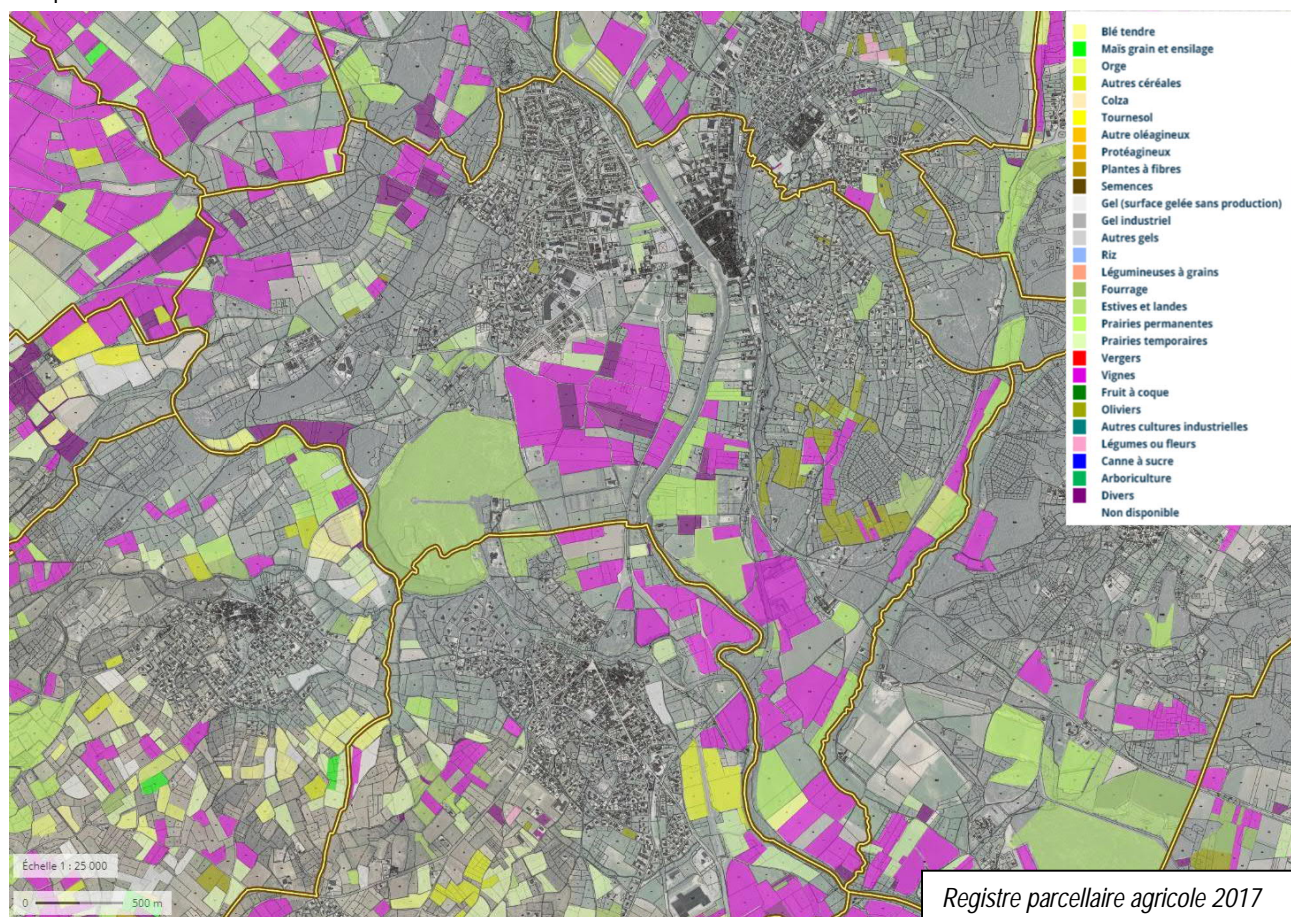
Tableau : Récapitulatif des connaissances et des enjeux naturalistes

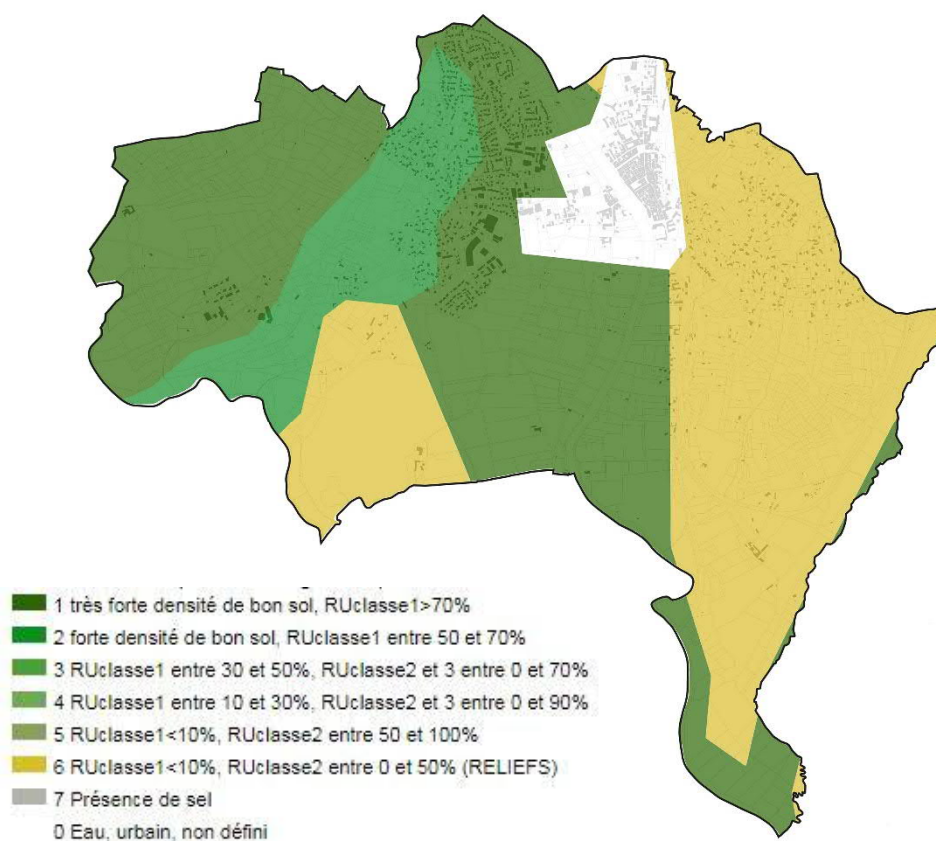


Synthèse des enjeux écologiques au niveau de la commune de Sommières

➤ Les espaces agricoles

La surface agricole Utile diminue depuis 1988. On notait en 1988 une superficie de 469 hectares soit 46 % de la superficie communale, en 2000, 402 hectares soit 40 % de la superficie communale et en 2010, 311 hectares soit 31 % de la superficie communale. La commune a recueilli des projets allant dans le sens du développement de l'agro-tourisme. La municipalité y est favorable dans le cadre du développement touristique de la ville et du territoire.





les classes de potentiel agronomique

La classe de potentiel agronomique des sols est issue de l'indice de qualité des sols (I.Q.S.). Elle constitue l'une des classifications possibles et est basée sur la capacité des sols à stocker l'eau (réserve utile en eau). Il existe sept classes de potentiel agronomique des sols, allant du gradient numérique 1 (sol de haute valeur agronomique) à 7 (sols de faible valeur agronomique). Le centre et l'ouest de la commune présentent les meilleurs potentiels agronomiques.

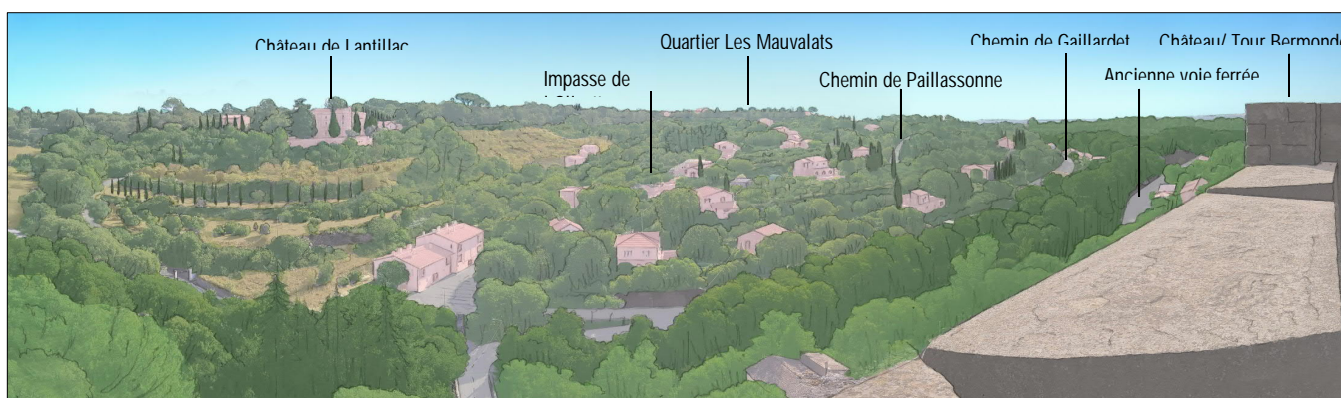
➤ Les paysages et le patrimoine

La perception des éléments naturels comme l'eau et le relief caractérise le paysage identitaire de la commune. Les entités qui se distinguent sont : la plaine agricole, les coteaux et les collines.

Ces entités forment un ensemble harmonieux et riche de diversité appréciable depuis les points hauts de la commune.

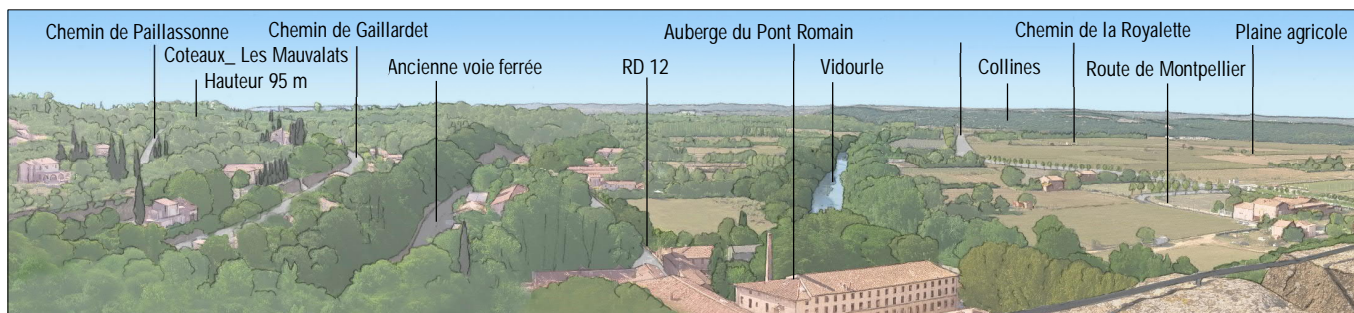
Le paysage lointain du Pic Saint Loup et les contreforts des Cévennes sont perçus côté ouest depuis les hauteurs de la commune et en particulier depuis la tour du château de Sommières. Les coteaux sont présents côté est, et les collines côté ouest. Ce paysage donne à voir un superbe et étonnant arrière-plan paysager qui met en scène et valorise la commune.

Le paysage des coteaux :



La perception du paysage lointain et de la ville côté est depuis la tour Brémonte du château

Le paysage de la plaine agricole du Vidourle :



La perception du paysage lointain et de la ville côté sud depuis la tour Brémonde du château

Le paysage des collines (puechs) :



La perception du paysage lointain et de la ville côté ouest depuis la tour Brémonde du château

En dehors du centre historique, on rencontre également un important patrimoine vernaculaire relativement bien conservé :

Le quartier des Mauvalats renferme un petit patrimoine particulièrement pittoresque lié à la production de l'huile d'olive : linéaires importants de murets en pierres sèches, nombreuses capitelles et mazets dans les olivettes

Enfin notons qu'à Sommières sont inventoriés des Monuments Historiques classés ou inscrits au titre de la loi du 31 décembre 1913 :

- Le Beffroi, inscrit en 1926.

- Un immeuble du 17ème et 18ème (rues Taillade et J.Jaures) comprenant un escalier à loggias avec sa rampe en fer forgé classé en 1984 et des façades et toitures sur rues inscrites en 1984.

- La Tour Carrée, édifice fortifié inscrit en 1926.

➤ Gestion de l'eau et des déchets

L'épuration des eaux usées des quatre communes du Syndicat Intercommunal d'Assainissement Vidourle et Bénévie (SIAVB) s'effectue, depuis janvier 2016, par une unité de traitement, implantée au lieu-dit « Les Roquets » à Sommières. Construite en 2015 par Sources, la station d'épuration a été conçue pour traiter les effluents de 17 000 équivalent-habitants, correspondant à un horizon 2040, vis-à-vis des prévisions démographiques.

L'approvisionnement en eau potable est suffisant en l'état actuel pour permettre l'accueil de nouveaux habitants. Des travaux sur le réseau existant sont prévus pour améliorer le rendement.

Le diagnostic de réseau a été finalisé en 2008, il a permis de mettre en évidence les secteurs déficitaires, ainsi que les travaux à entreprendre afin de contribuer à l'amélioration du rendement de réseau. Il conviendra de poursuivre ce programme travaux.

116 branchements en plomb restent à supprimer sur un inventaire initial de 310.

La commune procède à leur élimination au fur et à mesure des travaux de voirie ou lors des travaux sur le réseau d'assainissement.

Ces travaux d'amélioration du rendement du réseau permettront d'absorber l'augmentation démographique prévue dans le cadre du PLU d'ici 2030.

Concernant les déchets : 2500 tonnes environ d'ordures ménagères ont été collectées durant le second semestre 2016, soit une production de 115,17 kg/habitant.

➤ Pollutions et nuisances

Sur Sommières seule la RD 6110 est classée au titre des infrastructures bruyantes. Les nuisances sonores ne perturbent pas le quotidien des sommiérois.



Carte de Bruit Stratégique (CBS) - Routes Départementales

Type B localisant les secteurs affectés par le bruit tel que désignés par le classement sonore des infrastructures de transports terrestres.

Pour ce qui concerne la pollution atmosphérique, les données disponibles sont peu nombreuses. Une étude de AIR LR datant de juin 2007 conclue à une qualité de l'air d'un niveau satisfaisant sur la commune.

➤ Risques majeurs

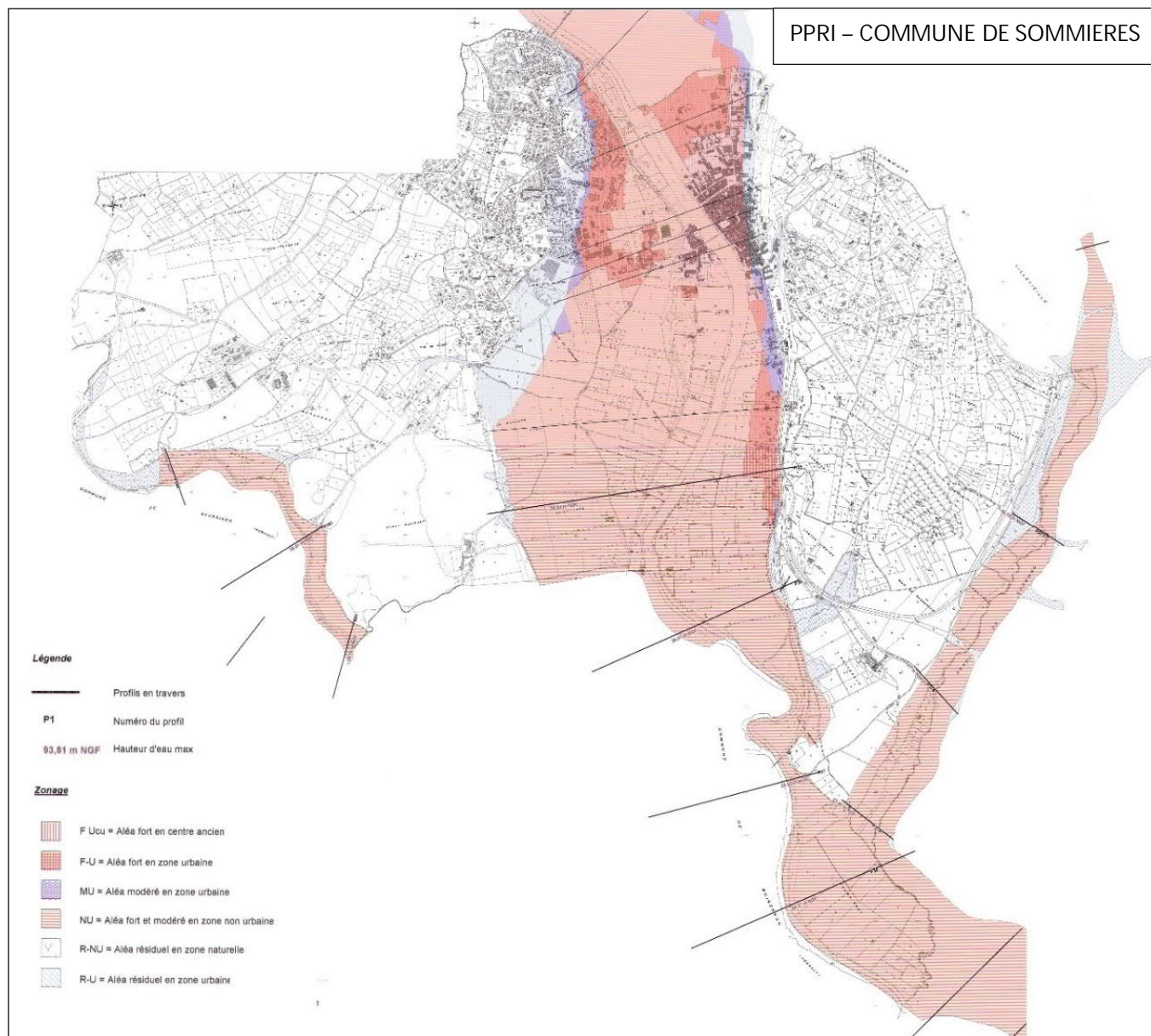
La commune est notamment concernée par deux types de risques : le risque d'inondation et le risque de feux de forêt.

Le PPRI Moyen Vidourle a été approuvé par arrêté préfectoral le 03 juillet 2008 puis modifié le 19 août 2016. Après la survenue d'épisodes dramatiques récents dans le département du Gard (fin 2014 et 2015) ayant occasionné des dégâts importants, les retours d'expérience ont montré que les phénomènes qui s'étaient produits étaient essentiellement dus au ruissellement.

Cette problématique du ruissellement est avérée sur la commune de Sommières où la topographie est particulièrement prononcée et converge sur le lit du Vidourle.

Les caractéristiques hydrologiques réaffirment l'intérêt du principe de rétention des eaux : La mise en œuvre de retenues collinaires en tête de bassin. L'enjeu majeur pour la commune en termes de développement est de contrôler l'urbanisation sur ces bassins versants sensibles. La préservation des zones d'expansion des crues impose par ailleurs des règles strictes en matière d'occupation du sol.

Le risque incendie est bien présent sur la commune bien qu'il n'existe pas de PPRiF. Certains secteurs, notamment le Bois du Roi, présentent des risques avérés. L'objectif pour la commune est de maîtriser le développement de ces sites et d'y faire appliquer les recommandations du département en matière de lutte contre les feux de forêts.



➤ Energies

Les résidents représentent 72,3% des consommations du territoire à eux seuls. Le poids des secteurs résidentiel et tertiaire dans la consommation énergétique est plus important dans la commune qu'à l'échelon national et le constat est inverse pour le secteur industriel. Cette caractéristique est directement liée à la structure de l'économie communale où l'industrie est peu présente.

1.1.4 ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS ET PROGRAMMES

En vertu des articles L.131-4, L.131-5, L.131-1 et L.131-2 du code de l'urbanisme, le PLU révisé est compatible avec :

- **Le SCOT Sud Gard** : le PLU de Sommières prend en compte les dynamiques démographiques en ouvrant certains secteurs stratégiques à l'urbanisation notamment par l'exploitation du potentiel foncier disponible et dans le cadre des orientations d'aménagements dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble.

- **Le Programme Local de l'Habitat Intercommunal** : ce document est en cours d'élaboration pour la prochaine période mais la commune maintient une capacité de production annuelle de l'ordre de 50 logements par an sur l'exercice du prochain PLU

- **Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie** : Par un arrêt du 10 novembre 2017, la cour administrative d'appel de Marseille a annulé le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie de la région Languedoc-Roussillon (avant la fusion avec Midi-Pyrénées) et le schéma régional éolien qui y est annexé. Pour autant le PLU a été bâti avec en fil rouge le souci de préservation des ressources naturelles en encourageant le déploiement des énergies renouvelables.

Par ailleurs, en poursuivant les aménagements cyclables le long de la RD 22 la commune entend développer l'ensemble des modes actifs pour les déplacements du quotidien.

Enfin, l'implantation du lycée sur la commune permet de lutter contre la pollution atmosphérique en réduisant les déplacements scolaires des élèves de Sommières mais également des villages alentours dont le lycée de secteurs est situé sur Nîmes (lycée polyvalent Ernest Hemingway).

- **Le Schéma régional de cohérence écologique** Languedoc Roussillon a été adopté le 20 novembre 2015 par arrêté du préfet de région, après approbation par le Conseil régional le 23 octobre 2015.

Le PLU révisé prend en compte les continuités écologiques sur le territoire notamment sur l'ouest de la commune entre la zone d'activité Corata et le futur quartier Massanas/la Crouzade en reclassement une partie du secteur UE en zone N pour matérialiser d'un point de vue réglementaire le corridor écologique de ce secteur et ainsi renforcer la trame verte de la commune.

La zone N gagne 13,54ha avec la révision du PLU.

En zone agricole, une zone At est créée afin de soutenir, en la diversifiant, l'activité agricole et, de ce fait, permettre de maintenir et de soutenir une activité en zone agricole.

- **Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée.** Entrée en vigueur le 21 décembre 2015, pour une durée de 6 ans, il fixe les grandes orientations d'une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur les bassins versants du Rhône, de ses affluents et des fleuves côtiers formant le grand bassin Rhône-Méditerranée.

Les exigences du SDAGE en matière de qualité de la ressource et de lutte contre les pollutions trouvent essentiellement leur application dans le règlement par les obligations de gestion à la parcelle des eaux pluviales.

Le PLU intègre, notamment dans les zones 1AU, la notion de coefficient de biotope. Il s'agit d'un coefficient qui décrit la proportion des surfaces favorables à la biodiversité (surface écoaménageable) par rapport à la surface totale d'une parcelle. L'atteinte de ce coefficient permet de s'assurer globalement de la qualité d'un projet, en réponse à plusieurs enjeux : amélioration du microclimat, infiltration des eaux pluviales et alimentation de la nappe phréatique, création et valorisation d'espace vital pour la faune et la flore.

Le principe d'infiltration des eaux pluviales, lorsque la nature des sols le permet, contribue aussi à préserver la ressource souterraine sur le plan quantitatif.

Enfin, le PLU renvoie au PPRI moyen Vidourle au sujet du risque d'inondation et rappelle les mesures d'implantation à respecter sur ou à proximité des axes de ruissellement des eaux pluviales.

- **Le Plan de Prévention des Risques d'Inondations Moyen Vidourle.**

Le PLU fait un renvoi au PPRI et son règlement.

L'instauration d'un coefficient de biotope dans les zones 1Au est de nature à lutter contre l'imperméabilisation des sols, non seulement en tant que règle opposable aux tiers mais également en contribuant à la culture du risque en travaillant sur l'acceptation de chaque dépositaire de permis de construire de la nécessité de conserver un maximum de terre perméable.

1.1.5 TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plusieurs idées phares ont guidé le projet de PLU tout au long de la procédure de révision :

- La promotion des activités agricoles, notamment pour permettre le développement de l'agrotourisme et éviter l'abandon des parcelles les moins favorables à une agriculture de production et contenir l'extension urbaine. Un secteur At est donc identifié au sud-est de la commune.
 - La transition vers une « ville nature », en redonnant de l'espace au corridor écologique identifié au SRCE sur le secteur de Massanas, en reclassant une partie de l'ancienne zone Ue et la zone 1AU en N.
 - Une gestion de l'eau visant la maîtrise des ruissellements, l'amélioration de la ressource sur les plans quantitatif (infiltration des eaux de pluie) et qualitatif (lutte contre les pollutions).
 - La protection et la mise en valeur des patrimoines naturels et bâtis de la commune, ainsi qu'une appréciation du territoire sous l'angle paysager.
 - La réduction de la dépendance du territoire aux énergies fossiles et de sa contribution aux émissions de GES et polluants atmosphériques.
- Plusieurs sujets majeurs ont notamment nécessité un arbitrage politique, notamment la maîtrise de l'emprise au sol des constructions sur les secteurs Ud et Uz afin de lutter contre les divisions parcellaires possibles depuis la loi ALUR.
- Le PLU de Sommières se veut également innovant en intégrant le coefficient de biotope dans son règlement d'urbanisme. Ce coefficient ayant pour objectif de maintenir un maximum de surface végétalisée sur les parcelles afin de lutter contre l'imperméabilisation des sols et le phénomène de ruissellement pluvial.
 - Les capacités de production de logement sont maintenues et réparties entre les dents creuses identifiées et les zones d'extension pour un total d'environ 500 logements.

1.1.6 SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE, INCIDENCES PRÉVISIBLES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES COMPENSATOIRES

Par comparaison avec un scénario de référence, consistant en un maintien du PLU en vigueur, les effets probables de la révision sont les suivants :

➤ **Cadre physique :**

- Une incidence fortement positive sur la préservation des espaces naturels, agricoles, puisque la révision du PLU conduit à augmenter la surface globale des espaces naturels d'une dizaine d'hectares et contient la consommation de zone agricole de 3,8ha, et veille à matérialiser le corridor écologique sur le secteur Massanas.

▪ Des incidences positives, au sein des tissus urbanisés, sur la perméabilité des sols, la prévention du phénomène d'îlot de chaleur urbain, le maintien d'un cadre verdoyant, la prise en compte du cycle de l'eau, des risques, ou encore du relief naturel, avec l'introduction de règles nouvelles encadrant les futurs projets et exigeant un certain nombre de précautions.

➤ **Habitats naturels et continuités écologiques :**

▪ Le PLU révisé aura une très faible incidence en ce qui concerne la consommation d'espaces agricoles pour l'urbanisation, puisqu'il maintient les possibilités d'extensions urbaines dans les emprises identifiées au précédent PLU.

Comme expliqué ci-dessus, cette possibilité existait déjà dans le PLU en vigueur et **la procédure de révision a permis au contraire de réduire cette surface de zones « urbanisables »** et de prendre davantage en considération les enjeux de continuité écologique et de pérennité des activités agricoles dans leur ensemble. En effet, le PLU révisé prend en compte notamment le corridor écologique sur le secteur Massanas et tient compte de la réalité du terrain. Ce secteur est notamment encadré par une OAP préservant les franges végétalisées du site.

▪ Le choix de maintenir des espaces « à urbaniser » répond aux exigences de développement de la commune, au croisement des deux grandes aires urbaines Nîmes et Montpellier.

▪ Par ailleurs, la révision du PLU aura également des incidences positives sur la trame verte urbaine et la perméabilité des espaces urbanisés actuels, en exigeant divers efforts de végétalisation : extension des zones N, surfaces de pleine terre, coefficient de biotope ...

➤ **Gestion de l'eau et des déchets :**

▪ L'augmentation de densité humaine prévue par le PLU révisé (création de logements et d'emplois), comme par le PLU en vigueur, aura pour incidences négatives l'augmentation des besoins d'eau potable, du volume d'eaux usées à traiter et du volume de déchets produits. Toutefois, la procédure de révision permet d'encadrer davantage les futurs projets, en inscrivant des exigences en matière de gestion des eaux pluviales par le maintien de la perméabilité des sols.

▪ Ces incidences seront compensées d'ores et déjà au niveau de la station d'épuration qui a été calibrée pour traiter les eaux usées de 17000 équivalents habitants.

Concernant l'eau potable, la poursuite des travaux sur le réseau permettra d'améliorer le rendement et permettra, à débit constant, d'absorber la pression démographique.

➤ **Pollutions et nuisances :**

▪ L'implantation du lycée sur la commune permet de diminuer fortement les trajets scolaires des sommiérois et des communes alentours. En ce sens la pollution atmosphérique devrait diminuer.

▪ Enfin, la procédure de révision aura des incidences positives sur divers enjeux de pollutions et de nuisances, par l'introduction dans le règlement d'exigences en matière de traitement des eaux de ruissellement, maintien de l'emplacement réservé n°7 pour la création d'une voie de contournement permettant de connecter la RD 22 à la RD 6110.

➤ **Risques majeurs :**

▪ L'augmentation de densité humaine permise par le PLU révisé prend en considération les risques d'inondations par débordement du Vidourle mais également par ruissellement par l'encadrement des secteurs à urbaniser ou à densifier (OAP, règles de gestion des eaux pluviales, densités limitées).

➤ **Paysages et patrimoines :**

▪ La révision du PLU aura une incidence positive sur la préservation des grands paysages agricoles et naturels de la commune, en réduisant les possibilités d'extension de l'urbanisation.

▪ Le centre historique sera, lui, réglementé par le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur auquel le règlement renvoie.

➤ **Zones Natura 2000 :**

▪ Du fait de l'éloignement et du contenu du PLU révisé, qui ne changera pas fondamentalement les modes d'occupations du sol au sein de la commune, la zone Natura 2000 identifiée au sud du territoire communal n'est pas susceptible d'être affectée par la procédure de révision.

1.2 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES IMPACTS ET DES MESURES ADOPTÉES

Le projet du territoire au-delà des enjeux d'accueil de nouvelle population, de renforcement de l'emploi, de maîtrise de l'urbanisation, qui sont quasi communs à l'ensemble des territoires, c'est «Imaginer la ville durable de demain» en partant du contexte territorial local tel qu'il se présente aujourd'hui. Pour s'y employer le PLU prend en compte les grands enjeux du développement durable : ville compacte, limitation des déplacements et promotion des mobilités actives, mixité fonctionnelle et sociale, protection des espaces naturels et agricoles.

Les indicateurs de suivis sont listés dans le tableau de bord ci-après avec comme clé d'entrée certaines orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Pour chaque orientation retenue pour l'analyse, des indicateurs de suivi sont proposés, avec les tendances d'évolutions souhaitées ou engagées par le PLU.

Orientations du PADD		Indicateurs proposés	Tendances souhaitées ou engagées
Protéger et valoriser le paysage naturel et le patrimoine urbain	Valorisation du cœur médiéval	Nb de permis de construire à l'intérieur du PSMV	augmentation
	Protection des coteaux et crêtes sensibles	Maintien de la perméabilité des sols	maintien
	Sauvegarde des paysages agricoles	Superficie des zones agricoles Restauration des mazets en zone At	Maintien des zones agricoles
	Extension touristique de Massereau – Bois du Roi	Amélioration des capacités d'accueil	Augmentation
	Protection des zones naturelles	Superficie des zones naturelles Fonctionnement du corridor écologique secteur Massanas	Augmentation des zones naturelles Etude environnementale à prévoir pour le développement du secteur Massanas.
Conforter et dynamiser les activités économiques et les équipements collectifs	Extension de la zone d'activités de Corata	Implantation de la centrale photovoltaïque ou d'une zone d'activités classique	Nombre d'emplois induit
	Favoriser le développement touristique	Amélioration des capacités d'accueil	Augmentation
	Accueil du lycée	-	Analyse des besoins induits en termes de mobilités et de commerces de proximités.
	Renforcement du parc urbain central	Amélioration de l'espace public	Lancement d'une étude de réhabilitation /mise en valeur des berges du Vidourle
Un développement urbain durable et solidaire	Développement d'un axe majeur : la RD 22 et son corollaire la voie de contournement pour délester la place des aires	Amélioration de la circulation des véhicules et des modes actifs	Amélioration de la qualité de l'air au droit de la place des aires
	Massanas le quartier d'avenir de la commune	Nombre de logements	Densification raisonnée
	La préservation des quartiers résidentiels	Nombre de divisions parcellaires	Une veille doit être opérée sur le nombre de divisions parcellaires afin d'adapter les règles du PLU.
	Le potentiel de renouvellement urbain.	Nombre de logements vacants	Réinvestissement en centre-ville notamment. Au besoin lancement d'une OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat)
Développer la culture du risque	Risque inondation	Nombre de catastrophes naturelles	Construction en dehors des zones à risques
	Risque feux de forêt	Nombre d'incendie	

1.3 MÉTHODE ET INDICATEURS UTILISÉS

Pour évaluer les incidences prévisibles notables du projet de PLU sur l'environnement et la santé humaine, les dispositions des pièces réglementaires ont été passées au filtre des différents domaines environnementaux (biodiversité, eau, pollutions, énergies...) afin d'identifier dans quelle direction chacune était susceptible de permettre ou de provoquer. La comparaison s'est faite à la fois par rapport à la situation du territoire à l'heure actuelle, et par rapport à ce que le précédent PLU rendait possible ou obligatoire, étant donné qu'il continuerait à s'appliquer en l'absence de cette révision.

Ces incidences, et les indicateurs de suivi associés, ont été formulées en grande partie de façon qualitative, ce pour plusieurs raisons :

- La plupart sont extrêmement difficiles voire impossibles à prédire et quantifier de façon simple et réaliste : effets sur le fonctionnement des écosystèmes, sur les choix de vie des habitants (modes de déplacement, consommation électrique, ...), sur le changement climatique, etc.
- Le PLU autorise ou interdit certains types de projet, travaux, aménagements... mais ne permet ni de forcer ni de garantir leur réalisation effective, qui dépend en définitive de l'initiative des porteurs de projet et des permis qu'ils déposeront. Rien ne permet, par exemple, de deviner quelle proportion de bâtiments privés intégreront des panneaux solaires, ou encore si les dimensions maximales autorisées pour les nouvelles constructions seront systématiquement atteintes.
- Beaucoup d'autres facteurs, indépendants du PLU, influencent également ces paramètres environnementaux, sans qu'il soit aisé d'en dissocier les effets propres au plan. Ainsi, l'évaluation environnementale ne prétend pas fournir un pronostic détaillé de l'évolution du territoire. Son rôle a été, durant toute l'élaboration du PLU, de permettre une bonne appréhension des tendances qui pouvaient découler de chaque décision, pour permettre aux élus de choisir les partis d'aménagement qui semblaient concilier au mieux les différents enjeux, et de chercher les mesures permettant d'atténuer les effets négatifs résiduels.